

NOUVEAU DICTIONNAIRE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LÉON SAY

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
ET DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE

M. JOSEPH CHAILLEY

DEUXIÈME ÉDITION

TOME PREMIER

A — H



PARIS

GUILLAUMIN ET C^{IE}, ÉDITEURS

De la Collection des principaux Économistes, du Journal des Économistes
de l'Annuaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire du Commerce, de l'Industrie et de la Banque.

14, RUE RICHELIEU

1900

FIES
VA
TE
1975/1

tions de la campagne et dans la vie des populations rurales. Dès que la gêne apparaît, l'agriculteur restreint ses dépenses; tout souffre autour de lui, car il s'attache tout de suite à équilibrer ses consommations avec ses ressources; les salaires baissent en même temps avec la plus grande rapidité. Dans les autres industries ces mêmes effets se produisent aussi, mais avec plus de lenteur, en marquant les transitions; et souvent la répercussion est loin de se faire complètement sentir. Cela tient à ce que la vie rurale équilibre généralement très étroitement ses dépenses et ses recettes. Le paysan place volontiers ses économies en achetant des terres ou en améliorant son fonds; il a peu de valeurs mobilières à perdre et les crises l'atteignent presque uniquement dans son régime domestique. La petite culture, quoique très frappée par les crises, les supporte cependant avec plus de souplesse que la grande, lorsqu'elles ne prennent pas un degré de gravité excessif; car elle produit elle-même la plus grande part des produits de consommation qui sont nécessaires à l'entretien de la famille, et l'échange qui se traduit par la circulation des capitaux mobiliers, ne représente pour elle qu'une petite part de son activité. Si le petit propriétaire vend peu, il a également peu à acheter.

Les crises agricoles sont, il faut le reconnaître, un puissant stimulant de progrès. Dans la plupart des cas, après que la crise est liquidée, on peut constater dans l'agriculture de la région atteinte une grande avance par rapport à sa situation antérieure; ce n'est que très exceptionnellement que cette amélioration ne se produit pas. Il n'est pas besoin d'insister sur ce fait, tant il est évident. La recherche des remèdes à une crise qui vient d'éclater conduit presque toujours à adopter les procédés économiques ou scientifiques les plus propres à en prévenir le retour. On ne peut nier, par exemple, que la situation du vignoble français ne soit aujourd'hui bien supérieure à ce qu'elle était avant la terrible crise phylloxérique qu'elle vient de traverser. Quant aux conséquences générales, elles sont, dans l'industrie agricole, absolument analogues à ce qu'elles sont dans les autres industries. Nous n'avons pas à entrer ici dans des développements particuliers.

FRANÇOIS BERNARD.

Bibliographie.

ROGNE RISTEN, *Rapport au ministre de l'agriculture sur la situation de l'agriculture du département de l'Aisne en 1884. Bulletin du ministère, 1884.* — Du même, *La crise agricole en France et en Angleterre, Revue des Deux Mondes*, t. I, 1885. — Congrès international d'agriculture à Paris en 1889. Rapports de la première section : *La crise agricole, 1889.*

CRISES COMMERCIALES.

SOMMAIRE

1. Esquisse d'une crise : trois périodes.
 2. Définition d'une crise; causes des crises.
 3. Mécanisme des crises.
 4. Rapport des crises avec la richesse des pays.
 5. Influence des crises sur l'état économique des sociétés; comment la constater et la mesurer.
- Bibliographie.

Il y a bien des sortes de crises. Vouloir ici les traiter toutes demanderait plus d'un volume; nous nous bornerons à étudier celles qui regardent les choses économiques; et encore ne pourrions-nous nous occuper des crises agricoles et des crises financières, du moins des crises de cette dernière catégorie qui, tout en retentissant sur les affaires, ne touchent qu'aux opérations du Trésor pour des liquidations partielles ou de grands emprunts.

Nous étudierons surtout les crises commerciales, qui toutes se compliquent et sont accompagnées d'embarras monétaires, lesquels leur donnent leur principal caractère, sans que l'on puisse les appeler crises financières.

Toutes les crises troublent sans doute tout le mouvement des affaires et par suite le mouvement des échanges, mais aucune ne le suspend comme les crises commerciales. L'arrêt est brusque, paraît éclater comme un coup de tonnerre par suite d'un accident imprévu, toujours nouveau dans chaque crise, et qu'une observation superficielle prend pour la cause de tout le mal, tandis que cet accident ne fait que précipiter le dénouement.

1. Esquisse d'une crise : trois périodes.

La crise commerciale, comme dans les maladies, est un moment critique à passer. Il s'agit de savoir, dès que les embarras se présentent, si l'on résistera ou si l'on succombera. La crise, c'est la pierre de touche qui permet de reconnaître la solidité des maisons de commerce, l'importance de leurs engagements et des ressources qu'elles possèdent, capital ou crédit, pour y faire face. Il s'opère grâce à elle sur le marché comme un tri; les maisons dont l'équilibre a été rompu succombent; les autres résistent. C'est ainsi que les crises signalent les comptoirs douteux et ceux auxquels on peut se fier. Emporté qu'on était sur les ailes du crédit on reprend pied, quoique à côté des établissements qui flottent un grand nombre soient engloutis.

La crise n'a donc qu'une durée très courte, si nous ne considérons que son *explosion*, c'est-à-dire l'état aigu, le moment où tout cré-

dit ayant disparu, le mouvement des échanges suspendu, toutes les affaires sont arrêtées et de grandes maisons s'écroulent. Mais toutes ne croulent pas le même jour : il y en a qui, seulement blessées, avec de grands efforts parviennent encore à se tenir debout et succomberont plus tard. Nous entrons alors dans la période de liquidation, période longue et pénible, ou, par suite de la baisse des prix de tous les produits et de toutes les propriétés meubles et immeubles, rien ne marche plus. Cette baisse des prix ne permettant plus que des échanges très limités et forcés, on produit et on vend uniquement pour ne pas laisser un matériel immobile, puisqu'à côté de quelques faibles bénéfiques, le plus souvent il y a perte. C'est un état de langueur qui désespère et que l'on décore encore du *nom de crise*; mais ce n'est plus la crise, c'est la *liquidation de la crise* qui, selon l'importance des affaires, la situation des marchés, dure de deux à trois et même quatre années.

Voilà donc deux périodes bien marquées : l'explosion de la crise, période très courte; liquidation de la crise, période plus longue; mais il y a une troisième période à envisager, c'est celle qui a précédé. Quels sont ses caractères? Ce sont ceux d'une grande activité d'affaires et par suite d'une grande prospérité. Le capital au début est abondant et à bas prix; le crédit facile permet d'engager des affaires qui se liquident avec la plus grande aisance, par suite de la tenue et de la hausse des prix qui activent encore la rapidité des échanges. Ces échanges faits avec bénéfices mettent un nouveau capital à la disposition des industriels et des hommes d'affaires, ce qui augmente encore le volume et la rapidité de leurs opérations. Tout marche ainsi pendant un certain nombre d'années, que l'expérience révèle être de sept à dix années environ. Mais si les prix montent toujours ou se maintiennent dans les hauts cours, à la fin la situation du marché n'est plus la même qu'au début. Le capital immobilisé est devenu plus rare : de 2 p. 100, le taux de l'escompte s'est relevé à 3, 4 et même 5 p. 100; les prix des reports sont des plus tendus; on sent qu'il y a beaucoup d'acheteurs qui voudraient se défaire d'une partie de leurs achats, mais qui ne peuvent pas trouver de nouveaux preneurs aux cours actuels. Les produits ne circulent plus et restent en magasin ou en entrepôt, dans les mêmes mains qui les gardent, après les avoir payés au prix de reports ou, si ce sont des immeubles, d'expédients ruineux, espérant que le mouvement de hausse qui a toujours été favorable jusqu'ici ne les abandonnera pas. C'est alors que la situation devient critique; la crise va

éclater, c'est une question de mois et il suffit qu'une grande compagnie ou qu'une grande institution du crédit succombe pour que toutes les affaires, s'appuyant sur une base aussi fragile, s'écroulent.

Voilà la crise, voilà son explosion, l'arrêt de toutes les affaires avec l'arrêt de la hausse des prix. Et cela, non pas seulement sur un marché, mais sur tous les marchés du monde qui opèrent à l'aide du crédit : il y a donc solidarité entre eux.

En effet, si nous remontons seulement jusqu'au début du siècle (et nous pourrions remonter beaucoup plus haut, en Angleterre), nous constatons que dans les trois pays du monde les plus grands par leur activité industrielle et commerciale, on observe l'explosion de ces crises au même moment, ainsi que les périodes qui les précèdent et qui les suivent. Nous rencontrons donc bien ici l'ensemble des circonstances qui accompagnent les crises commerciales, ce qui indique la solidarité des marchés et de plus la répétition des mêmes accidents dans les mêmes conditions, ce qui nous montre leur périodicité. Un coup d'œil sur le tableau ci-joint suffira pour le prouver. Crises :

FRANCE.	ANGLETERRE.	ÉTATS-UNIS.
En 1804	En 1803	»
1810	1810	»
1813-1814	1815	En 1814
1818	1818	1818
1825	1825	1826
1830	1830	»
1836-1839	1836-1839	1837-1839
1847	1847	1848
1857	1857	1857
1864	1864-1866	Guerre de la sécession.
»	1873	1873
1882	1882	1882

La question des crises ainsi posée et limitée, quoiqu'elle embrasse l'ensemble des affaires du monde, il s'agit de l'étudier dans ses causes et dans ses manifestations.

2. Définition d'une crise; causes des crises.

Depuis longtemps déjà l'attention a été appelée, par les troubles qu'elle entraîne, sur ce qu'on est convenu de nommer crise commerciale, crise monétaire, sans trop se rendre compte de la différence que l'on semble attacher à ces deux dénominations.

Crise, quand on prononce ce mot, est-on bien d'accord sur ce qu'il veut dire ou sur ce que l'on comprend sous ce terme très usité, trop usité? Selon quelques personnes, on décore du nom de crise les moindres accidents. Pour d'autres, dès qu'il y a un peu

1. M. de Foville a fait très justement observer que notre langue confond sous l'unique dénomination : « crise », des phénomènes bien différents. Les Anglais ont deux mots : *inflation* et *depression*; et cela même ne suffit pas.

de gêne, un on est en état de crise indiquant souffrance. plusieurs industries; l' pas à l'abri peut être ap monétaire o ces caractères Pour l'obser s'appliquer d'accidents, jours quand jamais à l'in cédée d'une d'un grand : avoir lieu s dire, contin La crise se prix, c'est-à plus de nou des échange tageux, est péraient ven teurs ne sa chandises; peut les pl face aux éc Banques pe de crédit, pe renouvellem mandes, les remplis per nent des pr ables.

Pour l'int on maintie affaires non n'en est pas tières prem les produit aux prix o œuvre tous pendant re à la compe il ne reste dise comm stabilité d transport, chés : ce : l'argent. C une gran rôle qu'il quand ils grandes o le comptai crédit que billets ou virements

de gêne, un ralentissement dans les affaires, on est en état de crise. Quel qu'il soit, le mot *crise* indique un état de malaise ou de souffrance. La crise peut atteindre une ou plusieurs industries ou l'ensemble des industries; l'agriculture elle-même n'en est pas à l'abri (V. CRISES AGRICOLES). La crise peut être appelée industrielle, commerciale, monétaire ou financière, suivant qu'un de ces caractères domine aux yeux du public. Pour l'observateur, le terme de crise ne doit s'appliquer qu'à un ensemble bien défini d'accidents, ensemble que l'on rencontre toujours quand elle éclate. Une crise ne survient jamais à l'improviste, elle a toujours été précédée d'une période de grande prospérité et d'un grand mouvement d'affaires qui n'a pu avoir lieu sans une progression, pour ainsi dire, continue de hausse.

La crise serait donc l'arrêt de la hausse des prix, c'est-à-dire le moment où l'on ne trouve plus de nouveaux preneurs. Le mouvement des échanges, jusqu'ici très rapide, très avantageux, est tout à coup arrêté; ceux qui espéraient vendre et surtout les derniers acheteurs ne savent plus que faire de leurs marchandises; ni au dedans ni au dehors on ne peut les placer, et cependant il faut faire face aux échéances. On se précipite sur les Banques pour obtenir de nouveaux moyens de crédit, pour proroger les échéances par des renouvellements; afin de répondre aux demandes, les portefeuilles des banquiers, déjà remplis pendant la période de hausse, prennent des proportions de plus en plus considérables.

Pour l'intérieur, on obtient ainsi un sursis, on maintient artificiellement les prix sans affaires nouvelles; mais pour l'étranger, il n'en est pas de même. On est acheteur de matières premières qu'il faut payer, et comme les produits fabriqués ne sont plus acceptés aux prix où on les tient, après avoir mis en œuvre tous les moyens de crédit, il faut cependant remplacer ces produits, pour arriver à la compensation des affaires engagées. Or, il ne reste qu'une marchandise, qui, marchandise comme les autres, est, par la plus grande stabilité de sa valeur et la facilité de son transport, toujours acceptée sur tous les marchés: ce sont les métaux précieux, l'or et l'argent. On va donc les faire intervenir sur une grande échelle et changer ainsi le rôle qu'ils remplissent habituellement, quand ils ne servent que de solde pour les grandes opérations commerciales ou pour le comptant. Ce ne sont plus des moyens de crédit que l'on demande aux Banques, des billets ou un compte ouvert pour opérer des virements ou des compensations, ce sont

des espèces métalliques ou plutôt des lingots pour faire des remises à l'étranger.

Les réserves métalliques des Banques qui, depuis le début de la période prospère, n'ont cessé de baisser, sont déjà tellement menacées et tellement réduites, que la suspension des paiements est imminente et inévitable si l'on ne prend pas des mesures pour sauvegarder l'encaisse. Autrefois on ne savait que faire et la suspension des paiements était toujours inévitable; depuis peu de temps on sait la prévenir par la hausse de l'escompte (voy. ce mot). C'est cette hausse que l'on accuse d'être la cause de tous les embarras, quand elle ne fait qu'indiquer la gravité de la situation, en présence de l'imminence de la suspension des paiements. Afin de prévenir cette ruineuse extrémité à laquelle on n'échappait pas autrefois, on est souvent forcé, quand on s'y prend trop tard, de porter le taux de l'escompte à 7, 8, 9, 10 p. 100.

Privée de crédit, ou ne pouvant encore en obtenir qu'à des conditions aussi dures, la spéculation mal engagée doit liquider et livrer en baisse les produits qu'elle a achetés en hausse. De là, une situation des plus critiques; tout est ébranlé et rien ne paraît plus tenir debout; non seulement les imprudents sont renversés, mais les plus prudents ne savent même pas à quel prix ils sortiront de la bourrasque. Tout crédit, toute confiance a disparu, c'est un sauve-qui-peut général. Il ne s'agit plus d'affaires à terme; c'est du comptant que l'on réclame pour se liquider, et comme toutes les rentrées sont douteuses, on cherche partout à se créer des disponibilités, ce qui augmente encore le nombre des demandes dont les Banques sont assiégées. Aussi, pour maintenir leur encaisse, doivent-elles hausser le taux de l'escompte tant qu'on y puise, ce qui indique qu'on n'est pas liquidé.

Cet état aigu, qui décide du sort du plus grand nombre des spéculateurs, ne saurait persister plus de dix ou quinze jours; c'est l'état aigu de la crise, comme dans les maladies la période critique qu'on appelle du même nom; ce qui indique combien elle est éphémère. Cette liquidation inévitable de tous les engagements qui dépassaient les forces de la spéculation sitôt opérée, le calme se rétablit, le taux de l'escompte redescend presque aussi vite qu'il était monté, la période de liquidation s'ouvre et dure plusieurs années.

Comme toujours, dans la connaissance des crises et dans la distinction de ces périodes successives, la théorie a marché plus vite que la pratique; aussi ne faut-il pas être surpris si cette théorie, il y a vingt-cinq ans, était

considérée comme une des plus obscures de l'économie politique. Chaque auteur, se plaçant à son point de vue, indiquait comme cause des crises celle qui cadrerait le mieux avec le système qu'il avait conçu ou fondé d'après une pratique dont on avait abusé dans une période précédente, mais qui le plus souvent, au moment où il écrivait, n'avait plus cours.

Robert Peel accusait l'abus de l'émission des ~~billets~~ de banque dont il avait vu les funestes effets pendant le cours forcé; Tooke, venu plus tard, était d'un avis contraire, mais le président des États-Unis, Jackson, placé dans un milieu semblable à celui qui avait impressionné Robert Peel, partageait ses opinions. Ch. Coquelin, partisan de la liberté des Banques, accuse le monopole d'être la cause de tout le mal. Les capitaux s'accumulent et viennent se réfugier improductifs dans les comptes courants, l'encaisse s'accroît; pour leur trouver un emploi, les Banques favorisent l'escompte en vue des dividendes, puis tout à coup on retire ces dépôts et la crise éclate. Malheureusement, les bilans sous les yeux, on ne saisit aucune trace de cette théorie, qui propose comme remède la liberté des Banques, sans s'apercevoir qu'aux États-Unis, où cette liberté existe, ces accidents sont aussi fréquents et plus violents qu'ailleurs.

Stuart Mill se préoccupe aussi de l'émission du papier, mais c'est sous la forme d'effets de commerce, de lettres de change, de chèques; en un mot, c'est l'abus du crédit, l'achat conclu en échange d'une promesse de payer, qu'il rend seuls responsables.

Pour M. de Laveleye, c'est la rareté du numéraire et du crédit, c'est-à-dire des moyens d'échange, qui détermine les crises.

M. Bonamy Price explique les crises non par la surproduction, mais par la diminution des moyens d'achat; l'argent n'étant qu'un simple instrument d'échange, ce n'est pas lui qui manque. D'où vient donc la dépression commerciale? De ce qu'il y a peu de marchandises à échanger, ou plutôt de ce que les marchandises qui peuvent être acceptées en échange font défaut.

Pour M. Leroy-Beaulieu, il faudrait appeler crise l'intervalle nécessaire pour opérer la transformation qui, par suite de la baisse des prix, doit appeler de nouveaux consommateurs. Il n'y a pas d'excès permanent de production. Les bas prix agissent comme stimulants pour amener des couches nouvelles de consommateurs.

Toutes ces explications pèchent par ceci, que des trois périodes de la crise, il n'est question que de la dernière, de la période de liquidation.

On le voit, c'est toujours la théorie de l'excès de production comme cause première des crises. On a devancé la demande, un arrêt est nécessaire, on sent la nécessité d'une baisse de prix; mais alors pourquoi ne pas signaler la hausse qui a précédé, car là est bien la cause première qui ressort de ces observations?

Comme cause nouvelle (pour nous simple accident) venue dans ces derniers temps s'ajouter à toutes les autres, M. Leroy-Beaulieu signale la dénonciation des traités de commerce. Les États, par le protectionnisme et par le socialisme, sont les artisans des crises. Conclure des traités de commerce à longue échéance en adoptant des droits *ad valorem* au lieu des droits spécifiques lui semble le meilleur remède pour prévenir ces terribles accidents.

Max Wirth signale la rupture de l'équilibre entre la production et la consommation et constate la difficulté de vendre. Sans doute, c'est la source de tous les embarras; mais d'où vient cette rupture, il ne l'indique pas.

Enfin les crises, selon M. Yves Guyot, viendraient non pas d'un excès de production, mais d'un excès de consommation; comme preuve, il signale les disettes qui les ont accompagnées quelquefois, plus rarement de nos jours.

L'appréciation des causes varie beaucoup selon le milieu et le moment. Ainsi, pendant la liquidation de la crise de 1873, quand on se plaignait du ralentissement des affaires, on attribuait ce retard à la série des guerres qui ont troublé le monde, aux armées permanentes, à l'incertitude, à l'inquiétude générale, au retour du système protecteur depuis l'abandon des traités de commerce.

Ces opinions sur les causes des crises présentent donc de grandes variétés; mais dans tous les cas, on signale la suspension des échanges; c'est donc là le principal vice. Pourquoi les échanges sont-ils suspendus? Par suite de l'abus de l'émission du papier qui chasse le numéraire, répondent Robert Peel, Jackson, Laveleye; à cause de la diminution des moyens d'achat, dit Bonamy Price, lequel s'empresse d'ailleurs d'ajouter que l'argent n'étant qu'un simple instrument d'échange, ce n'est pas lui qui manque, mais les marchandises qui peuvent acheter; or, ces dernières ne manquent-elles pas par suite des hauts prix auxquels on les maintient?

Malgré la réserve de Bonamy Price, on voit que ce qui manque dans les crises, quelle qu'en soit la cause, c'est le métal, l'or et l'argent acceptés au pair. Ce qui est menacé dans ces circonstances, c'est l'encaisse des Banques; ce que l'on redoute, c'est la sus-

pension des paiements; ce qui attire tous les regards, c'est la baisse chaque jour plus grande du niveau des réserves métalliques. Ce déplacement des espèces a lieu sous l'influence des changes défavorables dont autrefois on ne voulait pas tenir compte, l'attribuant à d'autres causes, fausse opinion remarquablement réfutée dans le *Bullion Report* de 1810 (V. ENQUÊTES FINANCIÈRES), quoique les conclusions de ce célèbre Rapport aient été rejetées par le Parlement.

De nos jours, la même erreur se propageait encore, il y vingt ans, et n'a pas complètement disparu. Méconnaissant l'importance de ce grave symptôme, Coquelin prétendait que les changes défavorables, bien loin d'être un signe de crise, étaient un indice de prospérité.

Dans ces derniers temps, depuis 1857, on a compris toute la gravité de ce drainage des espèces et, après avoir cherché quel était le moyen le plus capable de s'y opposer, on a reconnu en Angleterre qu'il n'y en avait pas de plus rapidement efficace que la hausse du taux de l'escompte; n'a-t-on pas alors présumé que cette hausse même était la principale cause des crises?

Dans cette revue rapide des théories émises, malgré leur diversité et souvent leur opposition, il y a trois accidents qui sont reconnus comme formant le cortège de toutes les crises : 1° la hausse des prix qui les précède; 2° le drainage des espèces métalliques qui détermine l'explosion; 3° la baisse des prix qui permet et facilite la liquidation.

Les trois périodes de prospérité, de crise et de liquidation se succèdent donc toujours dans le même ordre, bien qu'avec des manifestations différentes, selon les époques. Plus la richesse augmente, plus l'amplitude des mouvements est grande, l'oscillation étant toujours dans le même sens.

Ces trois périodes reconnues, il faut chercher les rapports qu'elles peuvent avoir entre elles et sous l'influence de quelles causes elles se succèdent.

La période prospère succède toujours à une période de malaise, de ralentissement d'affaires et de baisse de prix; elle est signalée par la reprise des affaires sous l'influence de la hausse des prix. Cette hausse des prix tient elle-même à l'abondance du capital, fruit d'anciennes réserves et des épargnes annuelles qui, malgré les pertes qu'elles ont éprouvées, ont été à peine entamées. Ce capital, augmenté du capital de roulement de toutes les industries qui ont ralenti leur fabrication pendant la liquidation de la crise, s'offre déjà sur le marché peu de mois après l'explosion, cherchant un emploi dans des

placements temporaires à la Bourse, relevant artificiellement les cours des fonds publics, tandis que tous les prix s'abaissent au dehors.

Pour s'employer de nouveau, ces capitaux attendent que la liquidation soit complète, c'est-à-dire que la baisse des prix soit arrêtée.

Ce résultat obtenu, la période prospère va s'ouvrir; impossible en effet de rencontrer de meilleures conditions. Chaque maison, n'ayant pas d'engagements, a non seulement tous ses fonds de roulement disponibles, mais encore tout son crédit; dans ces conditions, les ressources du commerce et de l'épargne sont immenses. En présence d'un taux d'intérêt très réduit, le public en quête de placements cherche pour ses capitaux de nouveaux emplois; les Banques, les banquiers qui ne vivent que des émissions, s'empressent à l'envi de créer de nouveaux projets réels ou fictifs, pour répondre à ses désirs. Autrefois on émettait les actions au pair, aujourd'hui on les émet avec prime, on forme des syndicats pour lancer et soutenir la valeur et alors, tout le monde étant engagé, tout le monde pousse dans le même sens. La hausse succède à la hausse, jusqu'à ce qu'on ait épuisé non seulement tout son capital, mais tout son crédit.

C'est dans l'explication de ce mouvement que les auteurs diffèrent d'opinion.

Quelle est la cause de la fermeté et de la hausse des prix aux époques prospères?

L'abondance du capital, dira-t-on, mais sous quelle forme? Sous forme de monnaie, sous forme d'effets de commerce, sous forme de billets de banque, sous forme de chèques? Car ce sont là les moyens en usage pour faciliter l'échange des produits sans avoir recours au troc.

On a prétendu que les prix dépendaient de la quantité de monnaie en circulation ou des instruments de circulation qui la remplacent : billets de banque, effets de commerce, lettres de change, chèques¹.

Pour la monnaie, nous voyons toujours reparaître l'ancienne doctrine qui admettait que si elle était doublée, tous les prix seraient doublés; or, les services de la monnaie comme instrument d'échange ne dépendent pas de sa quantité, mais de la rapidité de sa circulation.

La quantité des capitaux marchandises est complètement indépendante du numéraire. Cependant, dit-on, la monnaie, quoique marchandise, n'est pas une marchandise comme les autres; sa rareté agit sur toutes les tran-

1. Pendant la liquidation des crises, le capital sous forme de monnaie est très abondant et cependant les prix sont au plus bas.

sactions, tandis qu'il n'en est pas de même du fer, du coton, etc. Si elle sert de moyen d'échange, est-ce à dire qu'il n'y en ait pas d'autres? Les billets de banque, les billets d'État, les promesses de payer sous toutes les formes, effets de commerce, lettres de change, mandats, chèques, n'atteignent-ils pas le même but? On dit qu'elle intervient sans cesse dans les échanges; cela n'est vrai que pour le commerce de détail, pour les petites quantités; car même dans les opérations au comptant, dès que la somme à payer est importante, ce sont le billet de banque, le chèque qui interviennent. D'ailleurs, dans ces échanges de chaque jour, la quantité de monnaie a peu d'importance, c'est surtout la rapidité de sa circulation qui indique les services qu'elle rend et nullement la quantité frappée, qui reste inactive dans les caisses des Banques ou des particuliers.

On veut toujours trouver une cause spéciale à chaque crise : pour la crise de 1825, de folles spéculations commerciales; pour celle de 1847, une mauvaise récolte; pour celle de 1864, de grandes importations de coton à payer en numéraire. Mais ces formes, pouvant *varier* à l'infini, ne rentrent pas dans le cadre des crises commerciales; ce sont des accidents qui peuvent troubler un des mécanismes sociaux, sans arrêter les mouvements généraux du commerce et des affaires, comme on l'observe dans les crises commerciales. D'ailleurs, une crise commerciale est toujours une crise monétaire, puisque c'est la réduction de la réserve métallique des Banques qui donne le signal de l'explosion. En dehors de cette diminution de l'encaisse, on peut être en *pleine crise monétaire*, comme à l'époque actuelle, par suite de la dépréciation de l'argent, sans que la prospérité générale en ait souffert. Il en a été de même de la dernière disette et des hauts prix des céréales en 1878-1880¹; rien n'a pu néanmoins *arrêter* le mouvement des affaires jusqu'au krach de janvier 1882.

L'explosion des crises ne tient donc pas à un accident; il n'y aurait pas d'explosion si tout n'était préparé pour l'explosion et si la mine n'était pas chargée.

3. Mécanisme des crises.

Observons-nous les faits : tout s'explique. Que voyons-nous pendant la liquidation des crises? Les affaires à terme ont disparu, le portefeuille des Banques est vide, les affaires au comptant sont même très ralenties, les usines chôment. Les fonds de roulement, n'ayant plus d'emploi, viennent s'offrir à la

¹ Alors que l'on importait pour 600 millions de francs de céréales.

Bourse; de là une baisse sensible du taux de l'intérêt et l'apparence d'une grande aisance. Le capital s'offre à vil prix, comme les marchandises. En dehors des maisons qui ont été touchées par la crise, s'il n'y a plus de bénéfices par les plus-values, il y a encore des épargnes; les grandes épargnes annuelles des nations civilisées continuent toujours et tendent à abaisser les profits. On cherche par de nouvelles combinaisons à les relever, et la masse des capitaux en quête de placements réveille l'esprit d'entreprise. Les faiseurs de projets apparaissent; c'est à qui en signalera un nouveau, tout est bon pour la crédulité publique.

La spéculation en profite, fonde des sociétés, émet des actions et, ajoutant une prime à la marchandise offerte, surexcite encore la demande des titres par cette sorte de surenchère.

Après chaque crise et quand la liquidation est faite, il y a donc une période de calme. Le pays panse ses plaies et le ralentissement industriel et commercial, combiné avec la puissance de l'épargne, rend disponible une grande masse de capitaux qui ne tardent pas à redonner l'impulsion au corps social dont quelques parties étaient plus ou moins paralysées.

C'est là le point de départ de la reprise des affaires; dès que le capital est demandé, le crédit ne tarde pas à intervenir.

Qu'est-ce que le crédit? Le simple pouvoir d'acheter en échange d'une promesse de payer. Mais alors dans quelle limite pourra-t-on en user? Tous ceux qui ont du crédit pourront acheter; cette puissance d'achat contre une simple promesse augmentera la demande des produits et, par conséquent, il s'ensuivra une hausse des prix, qui, portant d'abord sur quelques produits, ne tardera pas à s'étendre et à se généraliser; la prospérité régnera dans le pays, tout le monde sera plus riche. L'espoir de réaliser un profit par les achats à crédit, en précipitant de nouvelles couches d'acheteurs dans la même voie, accroîtra encore la rapidité de la hausse, d'autant plus que le crédit augmente avec l'élévation des prix.

Avec un pareil moteur, l'aisance est générale, et on ne veut pas croire qu'un mécanisme si perfectionné puisse jamais s'arrêter. Cependant, puisque la hausse des prix donne de nouveaux moyens de crédit et amène une nouvelle hausse, trouvera-t-on toujours de nouveaux acheteurs? Pourra-t-on toujours se liquider par une simple circulation fiduciaire sans avoir recours au numéraire? Car, si la monnaie intervenait pour une large part, la hausse ne suivrait pas le même mou-

vement ascensionnel continu, par suite du déplacement du métal qui éveillerait l'attention.

Pour ne pas frapper l'opinion publique, ce drainage n'en est pas moins sensible dès le début de la hausse des prix. Il suffit de jeter un regard sur le niveau des réserves métalliques des banques pour s'apercevoir qu'aussitôt après le reflux des espèces, pendant la liquidation des crises, dès que le chiffre maximum de l'encaisse a été touché, aussitôt le mouvement décroissant commence; faible, peu sensible à l'origine, il n'attire pas l'attention; mais la proportion de la perte comparée à la réserve augmente chaque année, et enfin la persistance des changes défavorables montre clairement le danger qui menace la place. La hausse des prix a ralenti, arrêté même l'échange des produits; ils sont offerts et ne trouvent pas de preneurs. Ne voulant pas livrer au-dessous des cours, on renouvelle son effet de commerce à l'échéance; c'est ainsi qu'aux approches de la crise le portefeuille des Banques se gonfle non seulement de tous les effets qu'on leur présente, mais encore de tous ceux dont on a demandé le renouvellement. S'il n'y avait que des engagements intérieurs, cela pourrait encore continuer; mais pour faire face à ceux de l'étranger, il faut livrer quelque chose en l'absence de la marchandise dont le prix est trop élevé pour être accepté au dehors.

Quels produits livrer? Ceux qui éprouvent les moindres variations de prix et qui sont acceptés sur tous les marchés: les métaux précieux. Où les prendre? Dans la circulation? Ce serait trop difficile; on trouve plus simple de puiser dans les encaisses des Banques, et cela se reconnaît de suite à la baisse de leur niveau; de là, le trouble le plus profond dans l'équilibre de la circulation fiduciaire. Avant même que les directeurs aient pris aucune mesure pour défendre leurs réserves métalliques menacées, la hausse des prix est arrêtée; immédiatement tout change d'aspect; le public n'a plus qu'un seul désir, celui de réaliser. Dès que la marchandise est offerte au lieu d'être demandée, la baisse est déjà dans l'air; les recours aux Banques se multiplient, jusqu'à ce que ces dernières y mettent obstacle par la hausse de l'escompte en élevant le prix des espèces métalliques, puisque ce sont elles que l'on demande, dans la même proportion que celui des marchandises.

N'ayant plus d'autre option que de subir cette hausse, ou de livrer la marchandise au cours du jour, la liquidation commence. La baisse, d'abord bornée aux produits sur les-

quels s'était portée la spéculation, ne tarde pas à s'étendre à toutes les transactions et même aux opérations du comptant.

D'après tout ce qui précède, c'est-à-dire d'après l'observation des faits, la puissance de l'épargne annuelle chez les nations civilisées, en augmentant sans cesse leur richesse, entretient toujours, selon l'importance de ces épargnes, une hausse des prix; c'est l'état normal du marché, la période prospère. La crise approche quand le mouvement se ralentit, elle éclate quand il cesse.

En un mot, la principale, on pourrait dire l'unique cause des crises, c'est l'arrêt de la hausse des prix.

Des hauteurs auxquelles ils étaient élevés, nous les voyons descendre aux chiffres minima, quelquefois au-dessous du point de départ.

Et cela est si vrai, que souvent la crise éclate assez longtemps après l'accident cause du premier ébranlement, qui ne fait qu'enrayer la hausse des prix. Ainsi, pour ne pas remonter au delà de l'époque moderne, la guerre de Crimée était terminée, la paix signée, quand la crise de 1837 a éclaté. Il en a été de même de la disette des céréales en 1879; la crise éclate en 1882¹, quand tous les paiements à l'étranger étaient liquidés.

De semblables oscillations de prix dans les grands pays d'affaires n'ont pas le temps de se répandre et de s'équilibrer dans le monde; aussi un des premiers résultats des crises, c'est de mettre aux mains des étrangers des sommes considérables. Une grande masse de capitaux se déplacent, vont au dehors et suscitent des concurrences de la part des pays moins élevés dans l'échelle de la civilisation.

En résumé, tout accroissement rapide et continu des affaires pendant un certain nombre d'années est le précurseur d'une crise.

La crise éclate quand il y a plus de personnes qui souhaitent de vendre qu'il n'y en a souhaitant d'acheter.

La crise résulte d'un manque d'acheteurs; mais qui faut-il accuser?

La hausse des prix ou l'excès de production?

L'absence des acheteurs provient-elle de l'absence des besoins ou de la hausse des prix?

Sont-ce les acheteurs du commerce de détail ou du commerce de gros qui font défaut?

Quant à l'absence de besoins, nous ne pouvons admettre cette cause comme efficace en présence du développement continu des consommations. Ce qui les arrête, ce qui les limite, ce sont les prix, et quand ces derniers

1. Aux États-Unis en 1884; mais dès 1882 la hausse de prix était arrêtée.

se sont élevés pendant une série d'années, vient un moment où, dans le commerce en gros, les échanges sont plus difficiles; de là, des offres en assez grand nombre pour renverser l'équilibre instable du crédit.

Les marchandises circulent plus lentement, ou même ne circulent plus; le papier de commerce ne trouve plus de compensation facile, il s'accumule dans les portefeuilles des Banques, n'est même pas payé à l'échéance et a recours au ré-escompte, c'est-à-dire que lui aussi ne circule plus. Il faut cependant que quelque chose *circule* aux lieu et place des *marchandises* et du *papier*, et ce *quelque chose*, ce sont les espèces et les lingots que l'on *puise* dans les *réserves* métalliques des Banques.

La baisse du niveau des encaisses sous l'influence des changes défavorables prouve déjà que le papier des institutions de crédit et du commerce ne circule plus comme d'habitude et la hausse de l'escompte n'est qu'un moyen violent en l'absence de moyens plus doux, pour lui faire reprendre son rôle *accoutumé*. Il y a un *stock* de marchandises représenté par un *stock de papier*, et ni l'un ni l'autre ne peuvent plus circuler. Il faut donc, avant de produire davantage, écouler ce stock flottant, pour rétablir l'équilibre des prix. Afin d'arriver à ce but, il faut d'abord rétablir la *circulation* du papier, et pour cela, la mettre ainsi que les espèces à un prix en rapport avec celui des *produits*, pour qu'on n'ait pas recours au *métal* dont la valeur *marchande* n'a pas *varié*.

4. Rapport des crises avec la richesse des pays.

Les crises commerciales ne s'observent pas dans tous les pays comme on pourrait le penser. Sans doute, partout on peut éprouver des embarras, un ralentissement des affaires, mais on ne saurait confondre ces accidents avec ce qu'on appelle crises commerciales. Ainsi, les pays où la majorité des affaires se traitent au comptant n'y sont pas exposés; s'ils ne recueillent pas le bénéfice de l'entrain commercial, ils n'en éprouvent pas non plus les revers. Il faut un grand développement d'opérations à terme pour y être exposé. C'est en Angleterre, aux États-Unis, en France, en Allemagne, dans les principales villes industrielles qu'on les voit se produire et se renouveler depuis nombre d'années. Là où le mouvement industriel est plus faible et plus lent, on ne remarque pas ces commotions. Ainsi, une partie de l'Allemagne, la Russie, l'Espagne, en sont sinon à l'abri du moins n'en reçoivent qu'un contre-coup éloigné. On peut même ajouter, ce qui paraît paradoxal, que la richesse des nations peut se mesurer à la violence

des crises qu'elles éprouvent. Sans parler de l'Angleterre et des États-Unis, pour ne citer qu'un fait que tout le monde a pu observer, jamais la fortune publique n'a fait en France de plus grands progrès que depuis 1848, et en même temps, à aucune autre époque, il n'a été plus question de crises commerciales. Si même on écoutait certaines voix, depuis 1854 nous irions de chute en chute, nous relevant toujours, mais retombant bientôt d'une manière inévitable. Ces personnes confondaient avec les crises commerciales de simples accidents n'ayant aucun de leurs caractères ni aucune influence sur le développement de la richesse publique; et ce fut pour les étudier que l'Enquête sur les Banques fut ouverte en 1865. Quels que fussent les obstacles, les arrêts, les pertes, les ruines même qui en furent la conséquence, le développement de la richesse publique qui éclate à tous les yeux n'a été, à aucune autre époque, ni plus rapide ni plus considérable.

Depuis le commencement du siècle nous voyons les crises se reproduire à des intervalles assez peu éloignés, mais qui n'ont rien de fixe et dépendent de la rapidité de l'accroissement des affaires et des conditions dans lesquelles il se produit. Si aux époques antérieures les crises ont été moins remarquées, c'est que les rapports des nations entre elles étaient moins faciles, plus limités et, par suite, le mouvement commercial et le développement de la richesse plus lent, moins exposé à ces soubresauts si pénibles: on ne peut descendre que là où l'on a beaucoup monté. La réaction n'étant partout que la contre-partie de l'action, elles seront toujours dans un rapport assez étroit l'une avec l'autre; il ne faut donc pas s'en effrayer, quand on réfléchit que la durée des crises est assez courte et que, avant d'y arriver, on a dû traverser une succession d'années pendant lesquelles l'épargne a pu se faire par les bénéfices réalisés sur d'heureuses opérations, tandis que la crise détruit, renverse toutes les combinaisons des dernières années. Quelque grand que soit le désastre, on ne peut admettre qu'il fasse disparaître tout le bénéfice des années prospères. Les crises peuvent se produire et se renouveler sans entraîner, comme on aime quelquefois à se le représenter, la ruine des nations. Sans doute ce sont des arrêts, des pertes dans le mouvement des affaires, mais le développement de la richesse n'en suit pas moins sa course; c'est ce qui explique comment, malgré leur périodicité, un pays exposé aux crises commerciales peut non seulement ne pas s'appauvrir, mais s'enrichir beaucoup plus rapidement que ceux qui en

son
ato
vra
auc
che
énc
I
rat
l'ir
se
tar
de:
ral
mé
qu
mo
do
ric
im
là
pe
gr
le
re
af
co
qu
fa
li:
au

le
ce
5.

q
p
p
n

n
e
n
à
p

s
e
e
r
p
e
d
r
t

sont à l'abri, c'est-à-dire qui vivaient dans une atonie d'affaires qui, en préservant, il est vrai, de tout écart, ne laisse en réalité aucun espoir d'un large bénéfice. Quelques chances de perte en moins diminuent dans une énorme proportion les chances de gain.

L'étendue des rapports, la nature des opérations, le genre des produits déterminent l'intensité des crises dans chaque pays, elles se font même sentir d'une manière d'autant plus pénible que l'on se rapprochera des principaux centres où se traitent les opérations de change, ce puissant moteur des métaux précieux, ce grand moyen économique destiné à rétablir l'équilibre et l'harmonie sur les divers marchés. Elles suivent donc pas à pas le développement de la richesse des nations et se mesurent à son importance et à la rapidité de la progression; là où elle est lente, mesurée, les crises seront peu sensibles et très courtes; là où la progression est rapide, fiévreuse, les crises violentes et profondes bouleverseront en apparence pour un temps tout le monde des affaires. Il faut choisir l'une ou l'autre de ces conditions, et la dernière, malgré les risques qui l'accompagnent, paraît encore la plus favorable sur les marchés des peuples civilisés; c'est elle qu'on observe en Angleterre, aux États-Unis, en France.

En présence de ces résultats, doit-on envier le sort des nations où les transactions ont ce calme qui les met à l'abri des tempêtes ?

5. Influence des crises sur l'état économique des sociétés : comment la constater et la mesurer.

L'influence des crises sur l'état économique des sociétés est chose évidente. Elle n'a pas besoin d'être démontrée. Mais elle est plus facile à admettre qu'à constater et à mesurer.

Les principaux économistes et statisticiens modernes se sont préoccupés de rechercher le signe caractéristique de l'état économique social et moral des sociétés humaines à une époque déterminée dans les divers pays.

Au Congrès de La Haye, en 1869, on conseilla de s'attacher surtout au budget des classes laborieuses. En présence de la difficulté d'arriver à une appréciation exacte des revenus, on se demandait s'il n'était pas plus facile de connaître les dépenses, ce qui conduirait au même résultat. Il s'agit donc d'observer les consommations. Mais elles n'embrassent pas toutes les manifestations de la vie sociale.

Pour pénétrer plus avant, M. Neumann-Spallart étendit le cercle de ses observations

à toutes les branches de la production qui ne relèvent pas seulement de la nature, mais surtout du travail et du capital. La marche de la production doit être considérée comme un des indices les plus certains de la situation économique. Il prit donc dans chaque pays les industries qui occupent le plus grand nombre d'ouvriers et qui exigent le plus de capitaux : la houille, le fer, le coton, pour la Grande-Bretagne; la houille, la fonte, le fer, la soie, pour la France, et ainsi pour chaque pays. Il observa l'intensité du commerce, la circulation des hommes et des choses sur terre et sur mer, les compensations aux *Clearing houses*, etc. La production et le commerce n'indiquent qu'une manifestation du bien-être matériel; pour compléter le tableau, il faut y joindre la consommation des denrées alimentaires et des boissons, les dépôts des caisses d'épargne, le nombre des banques, l'émigration, les faillites. Reste l'état moral, dont la criminalité, les relevés des mariages, des naissances, etc., peuvent donner une idée.

Nous-même nous avons, dans la première édition de notre travail en 1862, dressé et mis en regard des crises commerciales tous ces tableaux que les économistes composent avec tant de soin pour l'époque actuelle. L'observation ne portait pas seulement sur quelques séries d'années; elle remontait jusqu'au commencement du siècle où, dans des proportions moindres sans doute, nous voyons se reproduire les mêmes oscillations qu'à l'époque actuelle. Autrefois, comme aujourd'hui, ces oscillations correspondaient à celles que nous notions sur les bilans des grandes banques. Il y avait là une coïncidence que nous faisons remarquer et qui, depuis, a été négligée.

Tous ces documents étant rapprochés, la relation étroite qui les rattache aux mouvements des bilans des banques frappait les regards. Nous tenions le fil conducteur qui devait nous diriger dans le monde des affaires et préciser, à toutes les époques et dans tous les pays, la période et le moment de la période où l'on est placé, afin de pouvoir s'orienter, larguer les voiles ou les carguer.

Jusqu'ici on se demandait, et on se demande encore, quelles sont les variations les plus propres à fournir la mesure des mouvements de la prospérité publique. A cette question, M. Korosi n'hésitait pas à répondre qu'on ignorait les signes caractéristiques de l'état économique d'une nation par suite de la difficulté des comparaisons internationales pour les consommations; mais, si au lieu des consommations on prend les mouvements

des échanges, tout devient facile et comparable.

La vie, c'est le mouvement; les affaires, c'est la circulation des produits, ou de ce qui les représente, les effets de commerce, les lettres de change. Où en reconnaître le passage d'une manière plus certaine que dans les bilans des grandes banques? Avec eux, plus d'erreurs à craindre par des doubles emplois ou de fausses évaluations; tout est correct et exact. Chaque effet de commerce indique qu'un échange a eu lieu et souvent même plusieurs échanges. Or, en dehors des crises et d'une situation embarrassée, on n'échange pas un produit avec perte; chaque échange représente un bénéfice, variable sans doute, mais enfin il y a un bénéfice, et ce sont ces bénéfices successifs qui, quand la circulation est facile et sûre, sont la principale source des revenus des nations. Nous embrassons ainsi la généralité des transactions commerciales, qui, à terme, prennent toutes, à un moment donné, la forme d'un effet de commerce ou d'une lettre de change. Nous opérons sur de grands nombres, sur des produits très variés, et nous diminuons ainsi les chances d'erreur. Quoique moins marquées et d'une moindre durée, nous voyons apparaître les mêmes séries ascendantes et descendantes, coïncidant, dans le même sens ou en sens contraire, avec celles des bilans des banques.

Ces périodes successives et régulières qui apparaissent et se dessinent d'une manière si nette, ont été laissées dans l'ombre jusqu'ici parce qu'on ne les avait pas sous la main pour une longue suite d'années; maintenant qu'on les possède depuis près d'un siècle, leur valeur ne peut être discutée.

Si les mouvements des échanges doivent être notre guide et si les bilans des banques en donnent les principaux traits, quels documents statistiques choisir pour compléter le tableau? Tout d'abord les articles qui donnent un caractère au marché: les prix des produits, matières premières et objets fabriqués, le taux des reports, les cours des changes. Puis, si l'on veut pousser plus loin l'observation et montrer l'importance et la rapidité des échanges, les mouvements des *clearing-houses* nous permettent de les saisir sur le vif. Les émissions de valeurs sur les principales places de commerce nous font toucher du doigt quelle est l'abondance ou la rareté du capital disponible, sa facilité ou sa répugnance à entrer et à s'immobiliser dans les titres nouveaux qui se présentent. Enfin, nous pouvons lire les mouvements des échanges sur les relevés des importations et des exportations, dont les résultats

en valeurs sont singulièrement troublés par suite de la hausse ou de la baisse des prix.

Tels sont les témoins et les indicateurs de l'activité ou du ralentissement des affaires. Toutes les positions sociales en reçoivent la bienfaisante influence ou le contre-coup. De la fortune privée à la fortune publique, il n'y a qu'un pas. Nous constaterons sa situation aux époques prospères et aux époques de crises d'après les budgets des États et des villes. Les recettes du Trésor en porteront la trace: brillantes et sans cesse en plus-value aux époques prospères, médiocres et sans cesse en moins-value pendant les liquidations des crises.

Les recettes de l'octroi, des chemins de fer, des voitures publiques dans les villes n'échappent pas à la loi commune; nous suivons ainsi les variations des consommations dans ces différents états.

A ces diminutions de dépenses indiquant bien une diminution des revenus correspond une diminution de l'épargne: achats de rentes par les trésoriers-payeurs généraux, dépôts aux caisses d'épargne.

A toutes ces manifestations de la vie sociale, les mouvements de la population, mariages, naissances, décès, ne sauraient rester étrangers; aussi observons-nous avec intérêt sur les relevés officiels la trace de tous les mouvements qui accompagnent les périodes de prospérité et de liquidation.

A côté des bilans, il existe donc tout un ensemble de faits qui concordent avec eux, viennent pour éclairer et pour montrer que nous sommes entraînés dans un mouvement d'ensemble qui domine tout le mécanisme social, les Banques comme un simple manomètre indiquant seulement la pression¹.

CLÉMENT JUGLAR.

Bibliographie.

COULLET et Clément JUGLAR, *Report from the committee on the circulating paper currency coin and exchange of Ireland*, 1804. — *Rapports sur la Banque d'Angleterre*, en particulier le *Bullion Report*. — *Extraits des enquêtes parlementaires anglaises sur la question des Banques, de la circulation monétaire et du crédit*, 9 vol. 1865. — Tooke, *Bank charter*, 1844. — GILBERT, *Causes of the pressure of the money market*. — LORD OVERSTONK, *Treatise on the currency*. — HORSLEY PALMERS, *Causes of money crisis*. — BRIAN, *Crises*, in-8°, 1840. — DUPONT de Nemours, *Banque de France: causes de la crise de 1806*. — MURET de Bort, *Banque de France, crise monétaire, 1847, coupures de 500 francs*. — THUCHET, *Crise financière de 1848, moyens de la faire cesser*. — SMITH, *The recent depression of trade, its nature its causes, its remedies*, 1879. — MANZI, *Crisi agraria e commer-*

1. En tenant compte de ces indications, on pourrait arriver à prévoir et à prédire les crises, et à déterminer, à l'aide des bilans des Banques, dans laquelle des trois périodes signalées plus haut on se trouve à un moment donné. C'est ce que j'ai tenté de faire dans la deuxième édition de mon ouvrage *Des crises commerciales*, pp. 98, 113, 165, 497 et sq.

ciali
krise
Ruel
tion
Diet
Clém
— j
en 1
1889

1. 1
2. 1
3. 1
4. 1

5. 1

1. 1

1

tio

pa

à l

mé

tar

céc

l'u

l'in

ria

la

so

ex

tu

de

ré

qu

au

pr

su

tr

tic

gi

gr

pe

d'

se

ce

di

1

dis

cul

col

lui

rac

(et

de

le

RIALES
ment troublés par
la baisse des prix.
les indicateurs de
nent des affaires.
les en recevoient la
le contre-coup. De
rtune publique, il
staterous sa situa-
s et aux époques
ts des États et des
or en porteront la
esse en plus-value
nédiocres et sans
dant les liquida-

, des chemins de
es dans les villes
commune; nous
s des consumma-
ats.
penses indiquant
venus correspond
rgne : achats de
ayeurs généraux,
ne.
ions de la vie so-
e population, ma-
e sauraient rester
-nous avec intérêt
-truce de tous les
-nent les périodes
-tion.
iste donc tout un
-ordent avec eux,
pour montrer que
s un mouvement
ut le mécanisme
un simple mano-
-la pression ?
ÉMENT JUBILAN.

le.
t from the committee on
and exchange of treas-
ures of England, in
Extraits des enquêtes
tion des Banques, de la
9 vol. 1863. — Tooke,
uses of the pressure of
Money in the currency
crisis. — Munn, The
Nemours, Banque de
-Munster de Bort, Banque
opures de 500 francs. —
-yens de la faire passer
-l trade, its nature its
Crisis agricole e commer-
ous, on pourrait arriver
déterminer, à l'aide des
trois périodes signalées
at donné. C'est ce que
allition de mon ouvrage
, 165, 497 et sq.

CULTURE

CULTURE

...oli presso i romani. — Wirth Max, Geschichte der Handel
... 3^e édition, 1883. — Die Quellen der reichthum und
...Nähezeit auf Geschäftsstockungen und Krisen in internat-
...ionalen geld capital und waren markt. — Banks edis,
...Dictionary of political economy, Mac Leod, 1862. —
...Clement Joubert, Du change et de la liberté d'émis-
...sion. — Des crises commerciales et de leur retour périodique
...en France, en Angleterre et aux États-Unis, 2^e édition,
...1889.

CULTURE¹.

SOMMAIRE

1. Définition. — Division de la culture. — Limites.
 2. La petite culture.
 3. La grande culture.
 4. La petite culture est-elle préférable à la grande culture ?
 5. La grande culture doit-elle disparaître devant la petite culture ?
- Bibliographie.

1. Définition. — Division de la culture. — Limites.

L'importance économique d'une exploita-
tion agricole se caractérise ordinairement
par la somme de ressources qu'elle consacre
à la production ou par cette production elle-
même, par le produit brut. Mais cette impor-
tance même peut se mesurer par deux pro-
cédés bien distincts. Si elle est rapportée à
l'unité de surface, à l'hectare, on mesure
l'intensivité de la culture (V. CULTURE [Sys-
tèmes de]); si elle est rapportée à l'homme, à
la situation que l'exploitant occupe dans la
société, sa caractéristique est donnée par les
expressions de *petite, moyenne ou grande cul-*

ture.
On a beaucoup discuté sur l'emploi précis
de ces trois termes, sur leur signification
réelle et, conséquemment, sur la valeur exacte
qu'il convient de leur attribuer. Et même
aujourd'hui on est loin d'être d'accord. Une
première cause d'obscurité est celle qui ré-
sulte de la confusion que l'on fait encore
trop souvent entre l'étendue des exploita-
tions et la surface des propriétés; on s'ima-
gine volontiers que la grande propriété et la
grande culture sont une seule et même chose
et de même, que la petite propriété et la
petite culture sont identiques. Or, il est loin
d'en être ainsi. La division de la propriété
se réfère exclusivement au morcellement (voy.
ce mot) du sol, à sa répartition entre les
divers possesseurs propriétaires; la division

1. Ce mot traduit deux idées économiques absolument
distinctes. Dans son sens général, il désigne le système de
culture qui règle l'emploi du capital dans l'industrie agri-
cole en concurrence avec les autres débouchés qui s'offrent à
lui. Dans un sens plus restreint et très spécial, il sert à ca-
ractériser l'état du morcellement des exploitations rurales
en fonction de la propriété. Il importe de séparer nettement ces
deux conceptions afin d'éviter des confusions possibles dans
le langage économique.

de la culture se réfère, au contraire, à la
répartition des domaines agricoles entre les
divers chefs d'exploitation. Cette distinction
est loin d'être sans intérêt. Il n'est pas rare,
en effet, qu'une grande propriété soit morce-
lée en plusieurs fermes dont chacune cons-
tituera une exploitation distincte; il pourra
donc arriver que la grande propriété fasse
de la petite culture; et inversement, dans
nombre de cas, par suite de combinaisons
diverses, par exemple, l'association ou le fer-
mage, que plusieurs petites propriétés réunies
sous une même direction soient soumises au
régime de la grande culture.

La deuxième cause d'obscurité (la première
étant écartée) vient de ce que l'on ne s'est
jamais entendu jusqu'ici pour préciser la
valeur des qualificatifs *grande ou petite*
appliqués à la culture. En France même, l'ad-
ministration, dans ses documents officiels,
dans ses enquêtes, prend exclusivement
comme base de ses distinctions l'étendue des
exploitations. C'est ainsi qu'elle classe dans
la petite culture les exploitations qui ont
une étendue de 1 à 40 hectares, dans la
moyenne culture les exploitations de 10 à
40 hectares, et dans la grande culture celles
qui ont plus de 40 hectares. Elle a même créé
une catégorie spéciale, dite de *très petite cul-*
ture, pour les exploitations qui ont moins de
1 hectare. La surface prise comme base de la
division est commode, rigoureuse, précise,
mais elle n'est pas économique. La mesure
qu'emploie l'économie politique n'est pas
une mesure géométrique, mais celle de la
valeur : 50 hectares de landes en Bretagne,
de garrigues dans les Cévennes ou de maquis
ou Corse, ne font pas à leur propriétaire une
situation égale à celle que lui feraient 5 hec-
tares de vignes en Languedoc.

L'hectare de vignes, dans l'Hérault, vaut, en
effet, couramment de 6,000 à 10,000 francs et
fournit des revenus proportionnels; il ne faut
pas beaucoup de terrain dans ces conditions
pour constituer une position acceptable et
même enviable. L'hectare de landes ou de
garrigues, qui donne un revenu annuel de
15 à 20 francs seulement, ne peut avoir une
valeur importante; l'étendue des exploita-
tions doit être considérable quand elles com-
prennent des terres de cette sorte.

H. Passy classait comme petites propriétés
celles qui n'occupent pas complètement
une charrue; comme moyennes, celles qui
emploient largement une charrue ou deux;
comme grandes, celles qui en emploient da-
vantage. Cette classification est très incom-
plète, car elle laisse de côté les pâturages et
les prairies, les forêts, l'horticulture et même
la vigne.